

1

Monsieur le Premier Ministre,

Vous avez décidé de faire dans le Nord votre premier voyage officiel en province. C'est un honneur pour notre région et, pour nous, une obligation : celle d'exprimer l'inquiétude de la population - et l'angoisse même en pays minier - devant la crise économique qui atteint l'ensemble de la Région. L'obligation aussi de réclamer les mesures immédiates qu'appelle la situation de l'emploi, du logement et des équipements.

➤ En dépit des chantages officiels et des discours d'auto-satisfaction qui sont contredits par les faits et par les réactions des organisations politiques, syndicales et professionnelles, le Nord se présente comme l'une des dernières colonies françaises. C'est un mot - bien entendu - il traduit cependant des caractéristiques bien connues : le taux élevé de la production régionale pour les matières premières et les produits semi-finis n'a d'égal que le record de modicité des revenus individuels. La densité exceptionnelle de l'urbanisation n'a d'égal que les insuffisances criantes des villes. Le Nord perd, chaque année, une fraction de son potentiel économique et les mesures gouvernementales - dont personne ne conteste l'importance - sont insuffisantes. Permettez-moi, Monsieur le ~~Ministre~~

.../..

Premier Ministre de vous dire qu'il faut aller plus vite et qu'il faut aller plus loin.

Un point est particulièrement positif : celui de la prise de conscience. Un comité d'action pour l'emploi Nord-Pas-de-Calais contre le chômage, pour la défense et la promotion de l'emploi, pour la garantie des ressources, rassemble les organisations syndicales : C.F.D.T., F.E.N. et les formations politiques de gauche, en particulier le Parti Communiste et le Parti Socialiste. Cet ensemble fait la même analyse, même si pour s'exprimer aujourd'hui, des modalités diverses ont été retenues qui reflètent la diversité des responsabilités. Cette prise de conscience touche tous les milieux. Une volonté régionale existe. Des solidarités ~~régionales~~ s'affirment au dessus des habitudes et des partis pris; l'esprit régional entretient une pensée vigoureuse et il est facteur de cohésion. Si vous souhaitez, Monsieur le Premier Ministre, faire des expériences de caractère régional, nous nous sommes entraînés pour tout examen de passage et sommes disponibles pour tout banc d'essai.

Nous reconnaissons d'ailleurs que PARIS a pris conscience également des problèmes du Nord qui avait cessé d'être une région-pilote depuis bien des années. Voilà cinq à six ans que des mesures sont effectivement prises : c'est trop court pour que la conversion régionale ait été menée à bien. Mais c'est suffisant comme délai pour tenter

.../..

un premier bilan sur lequel je souhaite mettre l'accent au nom du Parti Socialiste.

Incontestablement la pression d'une population informée, les efforts des Pouvoirs publics, des initiatives patronales permettent d'enregistrer des résultats :

- Renault-Peugeot à Douvrin
- Renault à Bruay et Douai
- Revlon et Dassault à Seclin
- Antar à Valenciennes
- Extension d'Usinor à Dunkerque
- Michelin à Roubaix

mais des difficultés apparaissent :

- l'arrivée de Pêchiney près de Dunkerque est incertaine
- l'implantation de Chrysler France (Simca) près de Valenciennes a été retardée
- de nombreux emplois négociés, seront-ils réellement créés ?

par ailleurs, comme le reconnaissait le Préfet de Région, il y a ~~trois~~, quatre mois, les industries nouvelles se laissent désirer.

Comment passera-t-on des promesses aux réalités et qu'est-elle cette réalité ?

- 1) - la crise de l'emploi est persistante et les résultats obtenus ne sont pas à la mesure des problèmes posés

(A partir du recensement de 1968)

les industries régionales ont perdu 44.000 emplois de 1962 à 1968, si, ces industries avaient progressé au même rythme que les industries de la France entière, c'est un gain de 77.000 emplois qui aurait dû être constaté.

108.000 emplois avaient déjà été perdus de 1954 à 1962

et globalement
Si finalement le nombre des emplois s'est maintenu, nous le devons à l'accroissement-général ailleurs aussi - des services et des administrations.

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

En regardant de plus près encore le profil de l'emploi de 1971 nous constatons :

de même qu'en 1970, le nombre total d'emplois occupés dans la région du Nord a peu évolué en 1971 (+ 5.000 soit + 0,4%)

l'emploi industriel a progressé faiblement mais avec un avantage sur 1970. Par contre l'emploi tertiaire a ralenti très sensiblement sa croissance (~~8.000 à 9.000~~ emplois en 1970 contre ~~14.000~~ en 1971).
14.000

8.000 à 9.000

.../..

Le Nord ne fait pas face à sa progression démographique., les implantations annoncées laissaient entrevoir 65.000 emplois nouveaux pour 1975. Mais... les réductions d'effectifs prévisibles sont de 80 à 100.000 et l'arrivée des jeunes accroît la population active de 30.000 personnes chaque année.

Pour 1971 le déficit d'emplois dans la région est de l'ordre de 12.000 et il a affecté particulièrement les jeunes ~~et~~. Le solde migratoire, toujours pour 1971, peut être estimé à 13.000 personnes environ.

- 2) - la production industrielle progresse, les indices d'expansion sont en hausse mais non seulement nous ne rattrapons pas le retard mais nous progressons moins vite que le reste de la France

Je ne veux pas ici reprendre des chiffres que vous connaissez, Monsieur le Premier Ministre. Ils traduisent la même réalité que l'évolution de l'emploi et sont particulièrement sévères pour le bassin minier. Ici, la récession n'est pas seulement subie, elle est organisée trop vite ^{d'ailleurs} et sans respecter un calendrier strict d'exécution pour éviter les distorsions du marché de la main d'oeuvre.

- 3) - la vie et ses difficultés est surtout dans les transferts de main d'oeuvre et les disparités zonales

.../..

L'analyse d'une situation globale ne rend pas compte des mutations internes à la région. La zone portuaire est en expansion, le bassin minier en régression. La Métropole progresse mais les emplois tertiaires compensent les pertes du secondaire. Et puis des zones intermédiaires - moins connues en dehors de la région - stagnent régressent. Le schéma directeur voudrait les vouer à la chlorophylle mais jusqu'ici elles étaient plus industrielles que rurales. En particulier la Flandre intérieure, Hazebrouck et le Sud - du Nord bien sûr ! - le Cambrésis et l'Avesnois.

Les remèdes

Les remèdes doivent naturellement être énergiques. Dans cette salle, Monsieur Victor PROVO, Président du Conseil Général et moi-même comme rapporteur des questions économiques et sociales en avons suggérés. Et bien souvent, presque toujours, nous étions unanimes pour avancer nos propositions.

Des moyens sont à votre disposition que par principe le Gouvernement n'a pas retenus. En 1946, lorsque la relance du Nord a été opérée et réussie, les houillères nationales ont joué un rôle prépondérant. Aujourd'hui, en dépit des changements intervenus sur le plan énergétique les houillères compte-tenu de leur potentiel, auraient pu devenir une force d'inspiration, d'entraînement et de coordination. Je le mentionne en sachant bien la limite du clavier que vous acceptez d'utiliser.

Par contre, tous se retrouvent pour demander l'application effective des engagements pris en matière d'implantations nouvelles d'usines. Nous n'avons pas hésité au Conseil Général à voter des crédits très importants pour les faciliter.

Nous souhaitons toutefois que la création d'emplois nouveaux ne concerne pas seulement les activités à faible qualification. Pourquoi serions-nous toujours en retard d'une génération technique dans cette région ? Il y a place pour la mécanique ^{et/ou} aciers spéciaux, les machines-outils, l'électronique. Et la chimie elle-même, a besoin de faire sa révolution en permettant avec un steam-cracking l'arrivée de l'éthylène et des produits dérivés.

Ceci implique un considérable effort en matière de formation professionnelle : la situation des jeunes est réellement préoccupante.

- plus de 40% des demandeurs d'emploi ont moins de 25 ans,
- 29% des jeunes salariés voudraient changer d'emploi,
- 50% des jeunes au travail n'ont aucune formation au-delà de la scolarité obligatoire, c'est le résultat de l'insuffisance des moyens de formation (enseignement technique notamment) et de l'insuffisance des ressources des familles.

Le Nord et le Pas-de-Calais ne disposent que de 94 C.E.T. qui forment 43.000 élèves, 10% de ceux qui avaient sollicité leur entrée ont été refusés.

Enfin, un élément essentiel du succès de la relance, c'est l'étroite coordination entre les négociations d'emplois, l'évolution du marché du travail, la formation professionnelle et le contrôle d'implantations nouvelles. Le Commissariat à la reconversion peut beaucoup. S'il sait se limiter à ce rôle, personne ne refusera de l'aider.

3) Une certaine image du Nord doit disparaître

Toutes ces mesures, malgré leur importance, seraient encore insuffisantes. Une certaine image du Nord doit disparaître, avec l'aide de votre gouvernement, des pouvoirs publics et des collectivités locales.

Les perspectives du VIe Plan sont insuffisantes à cet égard. Certes, dans le domaine des infrastructures, l'Etat a prévu et réalisé tout. La région est bien classée pour les communications, pour les voies navigables pour les ports (Dunkerque) mais elle reste à la traîne pour les équipements ruraux (et pourtant, l'agriculture bat des records dans le Nord et surtout dans le Pas-de-Calais), pour les équipements sportifs et surtout sanitaires et sociaux.

Et pourtant !

.../...

Vous savez ce que la puissance industrielle du pays tout entier doit aux hommes de cette région, et, en particulier, aux plus humbles.

Ici, Monsieur le Premier Ministre, la moyenne de vie est anormalement basse : les accidents, l'usure physique, les maladies professionnelles l'expliquent.

Ici, pour beaucoup, pour l'écrasante majorité, les fins de mois sont difficiles. En 1970, les 120.000 salariés du textile se sont partagés 1.620 millions de ~~XXXX~~ salaires bruts soit en moyenne 13.500 F. par an ! Et cette moyenne tombe à 10.000 F. pour les 35.000 salariés de l'habillement !

Ici, les gens du Nord ont l'amour de leur maison mais quelle plaie que le logement dans le Nord.

A Lille - et je cite cette ville parce que nous y sommes - 60% des logements datent d'avant la guerre 1914-18 et 20% des logements datent d'avant 1871. Toutes les municipalités ont construit et construisent encore mais l'enveloppe régionale est ~~xe~~ dérisoirement insuffisante. Il y a, dans ce domaine, une priorité que nous vous demandons de satisfaire.

Et je ne ~~m~~ parle pas de l'environnement par manque de temps.

..../..

~~Monsieur le Premier Ministre,~~

Nous ne demandons par tout à l'Etat. Nous ne sommes pas ~~à~~ les anciens combattants d'une épopée industrielle révolue, nous pensons simplement avoir quelques droits, comme d'autres, de la part de la Nation. Mais, rassurez-vous, nous accept-~~ons~~ les devoirs, tous les devoirs.

Les municipalités sont allées au secours des misères provoquées par la vague de paupérisme qui a submergé la Région depuis le début du siècle ~~et bien~~ ~~avant~~.

Le reste de la France ignore ce qu'est une région géographiquement dense, le coût des terrains et des équipements qui en découlent.

Les collectivités locales n'ont pas de ressources ~~domaniales~~ (21 F par h au lieu de 66 F/h dans Rhône-Alpes et 52 F/h en moyenne nationale). Le département, les communes sont à la limite de la pression fiscale qui rend moins qu'ailleurs. L'impôt sur le revenu des personnes physiques représente 77% de celui de Rhône-Alpes et les impôts locaux (patente exclue), 75 % de ceux de Rhône-Alpes

Malgré ces handicaps, les élus du Nord et du Pas-de-Calais ont la réputation de bien administrer et vous-même, Monsieur le Premier Ministre, avez exprimé votre

.../..

satisfecit à la Communauté Urbaine de Lille dirigée x par Monsieur Augustin LAURENT au départ et maintenant par Monsieur Arthur NOTEBART.

Donner au Nord une grande Métropole est une ambition collective de la région. Elle implique des choix souvent difficiles sur place, les élus socialistes - et les autres aussi - les assument.

Le Parti socialiste voudrait mieux faire encore - et nous revendiquons pour les élus départementaux et locaux un rôle d'animation, c'est-à-dire des pouvoirs dans le domaine économique.

Mieux encore, pour affirmer notre solidarité et prendre nos responsabilités, nous estimons que la région est une nécessité.

Nous avons dit avec force que nous refusions toute fausse régionalisation mais de la même façon, nous avons dit clairement que nous ne voulions pas au niveau de la région, un état dans l'état . Car, nous plaçons plus haut encore que notre solidarité et notre responsabilité régionales, celles que nous devons au pays, à l'état, à la nation.

Pour terminer, je voudrais dire un mot des méthodes, Monsieur le Premier Ministre, maintenant que je me suis

expliqué, pour le Parti socialiste, sur le fond - trop longuement - et je m'en excuse auprès de cette assemblée où trop rapidement à l'égard des travailleurs et de leurs représentants dont nous sommes aujourd'hui solidaires - ceux que vous avez rencontrés et ceux qui ont préféré s'abstenir.

De 1968 à mars 1971, les ministres ont ignoré les assemblées départementales et les hôtels de ville - systématiquement. Depuis mars 1971, les personnalités officielles reprennent le chemin "des maisons communes". Nous l'apprécions et estimons d'ailleurs que la démocratie exige qu'il en soit ainsi. Et vous-même, vous êtes allé tout à l'heure à la Communauté Urbaine de Lille, et nous sommes maintenant réunis dans cette Préfecture. Nous regrettons cependant que vous n'ayiez pas ^{cherché} ~~recherché~~ ^{revenu} ~~revenu~~ une instance de dialogue pour avoir devant vous le Nord dans sa représentation, dans sa diversité, mais aussi dans sa ~~sa~~ cohésion régionales.

■ Un exemple pour le logement

Nous connaissons maintenant les dotations H.L.M. pour le Nord, c'est une catastrophe !

Pour retrouver en 1972 les pourcentages des dotations 1971 par rapport aux enveloppes ~~régionales~~ nationales il aurait fallu attribuer en 1972 au département du Nord :

5.780 H.L.M. locatives (H.L.M.o - PLL/PSR)

3.060 H.L.M. accession

et c'est insuffisant.

Pour atteindre sans plus, le niveau des dotations 1971, il faudrait donc augmenter les attributions 1972 de :

H.L.M. locatives : 51,20 %

H.L.M. accession : 15 %